

# PREFECTURE DE L'INDRE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION  
ET DE L'ADMINISTRATION GENERALE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE n° 96-E- 546 du 12 MARS 1996

autorisant la société PIPE LIFE FRANCE à poursuivre  
l'exploitation de son entreprise de transformation  
de matières plastiques en zone industrielle La Martinerie à ETRECHET

LE PREFET DE L'INDRE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour application de la loi susvisée ;

VU la nomenclature des installations classées et en particulier les n° 2661-1a, 2662-2a (2260-2, 361-B2) ;

VU le récépissé de déclaration en date du 12 décembre 1975 délivré à la SA O.R. PLASTIQUE OLTMANNS et RIPKEN pour l'exploitation d'une usine de fabrication de tuyau en PVC en zone industrielle de la Martinerie.

VU le rapport de Monsieur l'Ingénieur de l'Industrie et des Mines, Inspecteur des installations classées, en date du 4 juillet 1994 ;

VU la lettre du 16 août 1994 par laquelle Monsieur le Préfet a demandé à l'exploitant de régulariser la situation administrative de son entreprise au regard de la loi de 1976 sur les installations classées en fournissant un dossier d'autorisation avant le 31 décembre 1994

VU la demande présentée par la SA PIPE LIFE FRANCE en vue de régulariser la situation administrative des anciens ETS OLTMANNS et RIPKEN dont elle a repris l'exploitation et d'être autorisée à en modifier l'activité ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée en Mairie de DEOLS et ETRECHET du 6 novembre au 15 décembre 1995 ;

VU l'avis émis par le Commissaire Enquêteur le 29 décembre 1995 ;

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE

*Liberté Égalité Fraternité*

VU les avis émis par les chefs des services techniques au cours de l'instruction de la demande ;

VU l'avis émis par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'établissement ;

VU le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, inspecteur des installations classées, en date du 12 janvier 1996 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène le 21 février 1996 ;

VU la communication du projet d'arrêté à l'exploitant en date du 23 février 1996

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

### ARRETE

**Article 1er :** La SA PIPE LIFE FRANCE est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune d'ETRECHET, rue Lafayette en zone industrielle La Martinerie, une usine de fabrication de tuyau en PVC sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

**Article 2 :** La présente autorisation est accordée pour l'exercice des activités suivantes

RUBRIQUE	ACTIVITE	CLASSEMENT
2661-1a (ex 272)	Emploi de matières plastiques par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression (extrusion) capacité de production : 35 t/j	A
2662-2a (ex 272 bis)	Stockage de matières plastiques capacité : 60 000 m <sup>3</sup>	A
2260-2 77 (ex 89) 2661-2	Broyage de matières plastiques puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation : 91 kW	D
361-B2 (2010-2-6)	Installation de compression d'air puissance absorbée : 150 kW	D
	Dépôt de liquide inflammable cuve enterrée de 10 m <sup>3</sup> de FOD	NC

A : Autorisation

D : Déclaration

NC : Non Classable

.../...

### Article 3 : Prescriptions générales applicables à l'ensemble de l'établissement

3-1 : Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à l'ensemble des installations de l'établissement qu'elles soient ou non mentionnées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### 3-2 : Implantation

L'établissement est situé et installé conformément aux plans joints à la demande d'autorisation.

Tout projet de modification de ces plans devra avant sa réalisation faire l'objet d'une déclaration au Préfet.

#### 3-3 Prévention de la pollution atmosphérique

\* Toutes dispositions seront prises pour ne pas gêner les voisins par la dispersion des poussières.

\* Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

**\* Tout brûlage à l'air libre est interdit.**

\* Les installations de dépoussiérage doivent permettre de respecter avant toute dilution les limites suivantes :

- . poussières totales : 50 mg/m<sup>3</sup>
- . rejet total en composés organiques : 150 mg/m<sup>3</sup>
- . rejet de métaux et composés de métaux : 5 mg/m<sup>3</sup>

Les débits de ventilation devront permettre de respecter les exigences liées à la protection des travailleurs et aux ambiances de travail.

\* Les abords de l'établissement sont aménagés et maintenus en bon état de propreté, les dispositions suivantes doivent être prises pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

. les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées.

. les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de boues ou de poussières sur les voies de circulation.

. les surfaces susceptibles de l'être doivent être engazonnées.

.../...

\* Une autosurveillance des rejets atmosphériques est réalisée par l'exploitant, elle porte sur :

- . le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de filtration.
- . le bon traitement des effluents atmosphériques, notamment par l'utilisation d'appareils simples de prélèvement et d'estimation de la teneur en polluants dans les effluents.

Ce type de contrôle doit être réalisé au moins une fois par an par un organisme indépendant.

Les résultats de ces mesures seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### 3-4 Prévention des bruits et vibrations

Les installations doivent être exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Tous les travaux de voiturage et de dépotage sont interdits entre 20 heures et 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés.

Les véhicules de transport et les matériels de manutention utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la législation en vigueur.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si l'utilisation est exceptionnelle et réservée à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les prescriptions de la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Les prescriptions de l'arrêté du 20 août 1985 modifié relatif aux bruits aériens dans l'environnement par les établissements relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

.../...

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant aux indications suivantes qui fixent les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Points de contrôle	Type de zone	Niveaux limites en dBA		
		<u>jour</u>  7 h à 20 h	<u>période intermédiaire</u>  6 h à 7 h 20 h à 22 h dimanches et jours fériés	<u>nuît</u>  22 h à 6 h
Tous points en limite de propriété	zone à prédominance industrielle	70	65	60

Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine, pour les niveaux supérieurs à 35 dBA d'une émergence supérieure à :

- 5 dBA pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30 sauf dimanches et jours fériés.

- 3 dBA pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30 ainsi que les dimanches et jours fériés.

L'inspecteur des installations classées pourra demander :

- que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par une personne ou un organisme qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

- à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'établissement. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### 3-5 Prévention de la pollution des eaux

L'alimentation en eaux de l'établissement est munie d'un dispositif destiné à éviter une pollution notamment à l'occasion de phénomène de retour d'eau.

disconnecteur... A cet effet, un disconnecteur sera installé au niveau du compteur d'eau du réseau de distribution publique.

.../...

L'établissement dispose d'un réseau de type séparatif permettant de collecter d'une part les eaux pluviales qui rejoignent directement le milieu naturel et d'autre part les eaux vannes qui sont dirigées vers le réseau collecteur de la zone industrielle.

L'établissement ne procède à aucun rejet d'eaux résiduelles d'origine industrielle. Ces eaux sont évacuées vers un centre de traitement spécialisé qui doit être agréé et dûment autorisé au titre de la réglementation relative aux installations classées.

Toutes dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipients, déversements de matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'eaux usées ou le milieu naturel.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux capacités suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- ~~90~~ % de la capacité globale des réservoirs associés.

50

L'exploitant doit tenir à jour un plan de l'établissement sur lequel apparaissent les réseaux d'eaux ainsi que les sources et la circulation des eaux de toutes origines.

### 3-6 Déchets

Toutes dispositions seront prises à l'intérieur de l'établissement afin de :

- Limiter la production des déchets
- Connaître et contrôler les flux de production des déchets ainsi que l'évolution de leurs caractéristiques.
- Privilégier la valorisation des déchets et limiter les déchets résiduels, ceux-ci seront stockés en décharge, ce conformément aux dispositions de la loi n° 75-633 modifiée en dernier lieu par la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets.
- L'exploitant doit éliminer ou faire éliminer les déchets produits par son établissement dans les conditions propres à assurer la protection de l'environnement.
- Tous les déchets seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.
- L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment, il tiendra à jour un registre sur lequel seront consignées toutes les opérations relatives à l'élimination des déchets. Il vérifiera avant tout chargement que les récipients utilisés par le transporteur sont compatibles avec les déchets enlevés.

Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure, sous sa propre responsabilité que les modalités d'enlèvement et de transport de ses déchets sont de nature à respecter l'environnement et conformes aux réglementations en vigueur.

- Dans l'attente de leur élimination, les déchets non réutilisés à l'intérieur de l'établissement seront stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution.
- Un récapitulatif mentionnant la nature du déchet, son tonnage, le mode et le lieu d'élimination sera adressé chaque trimestre à l'inspection des installations classées.

### 3-7 Installations électriques

Les installations électriques seront entretenues en bon état.

Elles seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent.

Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations électriques situées à l'intérieur des locaux présentant des risques d'incendie et d'explosion seront élaborées, réalisées et entretenues conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques dans les établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Un coupe circuit général visiblement signalé et maintenu dégagé devra permettre de couper l'alimentation électrique de l'ensemble de l'établissement y compris les bureaux et locaux annexes.

### 3-8 Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Les locaux ou zones à risque d'incendie et explosion seront définis, en fonction des activités réalisées, des produits utilisés, sous la responsabilité de l'exploitant.

Le tracé de ces zones devra être régulièrement mis à jour.

Dans ces zones, il ne doit exister d'autres canalisations et appareils électriques que ceux nécessaires à l'alimentation et à la commande du matériel utilisé dans les dites zones.

Tous les câbles doivent être apportés et protégés contre les chocs sur tout leur parcours et raccordés aux appareils conformément aux indications données par les certificats d'homologation.

A proximité immédiate et à l'intérieur des dépôts et ateliers, il est interdit de fumer, de faire du feu ou d'y introduire sous une forme quelconque. Ces interdictions seront affichées en caractères visibles à l'intérieur de ces dépôts et ateliers et sur les portes d'entrée.

L'ensemble de cet établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie; en particulier, des extincteurs appropriés aux risques seront judicieusement disposés.

Ces moyens de lutte contre l'incendie seront maintenus dégagés et visiblement signalés. Ils seront avec toutes les installations intéressant la sécurité, vérifiés au moins une fois par an par un technicien compétent.

.../...

Les installations seront implantées et aménagées de manière à pouvoir être accessibles facilement en toutes circonstances par les services de secours en cas d'incendie.

Les issues des ateliers seront toujours maintenues libres de tout encombrement.

Il est interdit de fumer, de faire du feu ou d'en apporter sous une forme quelconque au niveau du dépôt de liquides inflammables et dans les ateliers présentant des risques d'incendie et d'explosion. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans les dépôts et ateliers et sur les portes d'accès avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.

### 3-9 Permis de feu

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement sortant du domaine de l'entretien courant susceptibles de développer des risques d'incendie ou d'explosion ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant et par la ou les personnes devant réaliser les travaux.

Dans le cas où des feux nus ou des points chauds risqueraient d'être mis en oeuvre, ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.

Des visites de contrôle par l'exploitant sont effectuées après toute intervention.

### 3-10 Consignes de sécurité - Plan d'intervention

L'exploitant établira sous sa responsabilité :

- Une consigne générale de sécurité qui sera portée à la connaissance de l'ensemble du personnel et affichée à l'intérieur de l'établissement.
- Un plan d'intervention en cas de sinistre à l'intérieur de l'établissement.

Ce plan devra, en particulier, définir les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan sera transmis à la Direction Départementale de la Protection Civile et à l'Inspecteur des Installations Classées. Le Préfet pourra demander la modification des dispositions envisagées.

### 3-11 Hygiène et sécurité des salariés

L'exploitant devra se conformer aux dispositions réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des salariés.

### 3-12 Mesures en cas d'accident

En cas de nuisances accidentelles, accidents ou incidents graves, l'exploitant devra en informer immédiatement l'inspecteur des installations classées et il adressera sous 15 jours au service des installations classées un compte rendu sur l'origine de l'accident et les mesures qui sont prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

.../...



**Article 4 : Atelier de travail de matières plastiques (PVC)**

Si des odeurs sont susceptibles d' être produites pendant les opérations de moulage, elles doivent être captées par un dispositif capable de les retenir intégralement et d'empêcher leur diffusion dans le voisinage, les issues de l'atelier où est effectué le moulage restant constamment fermées au cours de ces opérations.

**Article 5 : Dépôt de matières plastiques**

Les dépôts sont installés à l'extérieur des locaux à l'emplacement indiqué sur les plans joints à la demande d'autorisation. Tout projet de déplacement ou d'extension des dépôts devra faire l'objet avant sa réalisation d'une déclaration au Préfet.

Le stock de matières plastiques doit être divisé en tas dont le volume unitaire est limité à 500 m<sup>3</sup> et dont la hauteur est limitée à 3 m.

Le dépôt doit être entouré d'une clôture interdisant l'accès aux personnes étrangères à l'entreprise.

Les tas doivent être séparés par des passages libres de largeur minimale 2 mètres ainsi qu'entre ceux-ci et la clôture afin de faciliter l'intervention des services de sécurité en cas d'incendie.

Il est interdit d'entreposer d'autres matières combustibles à moins de 2 mètres des tas de matières plastiques.

**Article 6 : Installations de broyage de matières plastiques**

Tous les postes susceptibles de constituer des sources d'émission de poussières doivent être pourvus de moyens de traitement de ces émissions.

La conception et la fréquence d'entretien des installations doivent permettre d'éviter les accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours.

**Article 7 : Installation de compression d'air**

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés devront satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

**Article 8 : Stockage de fuel-oil domestique enterré**

Le réservoir doit être maintenu solidement de façon qu'il ne puisse remonter sous l'effet de la poussée des matériaux de remblayage par suite de trépidations.

Tout passage de véhicule ou stockage de matériaux au-dessus du réservoir est interdit.

**Article 9** : Les prescriptions qui précèdent sont intégralement applicables dès la notification du présent arrêté.

**Article 10** : Dispositions diverses

L'exploitant devra justifier qu'il s'est conformé aux prescriptions qui précèdent.

Les prescriptions du présent arrêté sont imposées sous réserve des droits des tiers, tous moyens et voies de recours étant expressément réservés à ces derniers pour les dommages que pourrait leur causer l'établissement dont il s'agit.

"DELAI ET VOIE DE RECOURS (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif ; le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, le délai de recours est de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.

L'administration se réserve en outre le droit de prescrire ultérieurement, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène, toute modification que le fonctionnement ou la transformation de la dite exploitation rendrait nécessaire dans l'intérêt de la salubrité publique, et ce, sans que le titulaire de l'autorisation puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité.

Un avis énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une ampliation de l'arrêté est déposée en Mairie, sera affiché à la Mairie d'ETRECHET et inséré par les soins du Préfet, au frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Un extrait de l'arrêté sera affiché en permanence et de façon visible par le pétitionnaire dans l'enceinte de l'exploitation.

**Article 11** : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire d'ETRECHET et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation  
Le Directeur Délégué



Gilbert MANDARD

Par  
et par  
Le Secrétaire Général,

Signé :  ②